

Retour en classe aujourd'hui

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4749 - Dimanche 7 avril 2019 - Prix : 10 DA

Sétif/Commune de Salah Bey
6 personnes d'une même famille asphyxiées au monoxyde

Page 24

Libye/Violents affrontements au sud de Tripoli

Haftar appelé à stopper son offensive

Page 3

La bataille de Tripoli commence-t-elle ?

Par Mohamed Habili

S'agissant de la Libye, le monde est pour ainsi dire en train de loucher, ayant un œil sur ce se passe autour de Tripoli, où depuis la nuit du mercredi à jeudi derniers accourent les unités de l'Armée nationale, relevant du Parlement de Tobrouk et placée sous le commandement de Khalifa Haftar, et un autre œil sur ces mêmes grandes puissances responsables depuis 2011 de la division politique et territoriale de la Libye. Dans ce cas plus sans doute que dans tout autre plus ou moins comparable, l'issue de cet épisode dépendra autant des intentions des protagonistes nationaux, et par suite de leur rapport de force, que de la façon dont les parties prenantes étrangères réagiront à l'offensive du camp de l'est en vue de se subordonner celui de l'ouest, les deux ayant jusqu'à présent semblé faire jeu égal. De ce que les Occidentaux permettent ou s'opposent à la prise de Tripoli par les forces de Tobrouk se résoudra ou au contraire persistera la crise libyenne pour on ne sait encore combien de temps. A voir la première résolution du Conseil de sécurité à cet égard, où il est fait appel aux deux parties d'arrêter immédiatement les hostilités, où donc celles-ci sont placées sur un pied d'égalité, alors qu'en l'occurrence il y a bien un «agresseur» et un «agressé», on peut dire que les grandes puissances ont opté pour l'attentisme, donc pour laisser les opérations se dérouler.

Suite en page 3

Editorial de la revue «El Djeich»

L'ANP «bras protecteur du peuple et de la patrie»



P.H.D. R.

C'est un rappel sans ambages des principes qui guident l'ANP, notamment ceux réaffirmant «le lien étroit» qui la lie au peuple qu'a tenu à livrer l'éditorial de la revue «El Djeich» dans son numéro d'avril. Lire page 2

Dérives médiatiques
Déferlante d'intox

Page 3

Roman historique de Cyril Gely

«Le Prix» rend son Nobel à la physicienne Lise Meitner

Page 13

Editorial de la revue «El Djeich»

L'ANP «bras protecteur du peuple et de la patrie»

■ C'est un rappel sans ambages des principes qui guident l'ANP, notamment ceux réaffirmant «le lien étroit» qui la lie au peuple qu'a tenu à livrer l'éditorial de la revue «El Djeich» dans son numéro d'avril.

Par Nassim S.

Exprimée sereinement mais fermement, cette piqure de rappel s'adresse surtout, à la lumière de la situation actuelle, à ceux qui tentent de semer le doute sur la position de l'armée algérienne. Cette position a non seulement été réaffirmée à maintes reprises par le chef d'état-major, vice-ministre de la Défense, le général-major Gaid-Salah, dans le strict respect des dispositions constitutionnelles, à travers l'activation des articles 7, 8 et 102, mais a même permis une grande ouverture sur la sortie de crise, entamée par la démission de Abdelaziz Bouteflika du poste de président de la République. A plusieurs reprises, l'éditorial revient sur l'esprit qui traverse en permanence les principes de l'ANP «à travers cette interaction affective exprimée par les élans de solidarité entre le peuple et son armée lors des épreuves et malheurs».

L'Armée nationale populaire a réaffirmé sa «pleine adhésion» aux revendications légitimes du peuple algérien, soutenant que «le lien étroit» qui la lie au peuple «s'est renforcé et consolidé» au point que rien ne saurait «le rompre», a souligné la revue de l'Armée, «El Djeich» dans son numéro du mois d'avril. «Mue par sa conviction émanant de son attachement à la légitimité constitutionnelle, l'ANP a réaffirmé sa pleine adhésion aux revendications légitimes du peuple algérien et l'a soutenu, tout comme le peuple algérien a favorablement apprécié et accueilli cette démarche, voyant en elle la solution la plus appropriée pour surmonter la crise et mener le pays vers la sécurité et la stabilité», a écrit «El Djeich» dans son éditorial commentant les développements que connaît la scène nationale. L'ANP a réitéré, à ce titre, son engagement à demeurer «fidèle au serment qu'elle a fait devant Allah et l'Histoire et d'être le bras protecteur du peuple et de la patrie»,



soulignant son attachement à la solution préconisant l'application de l'article 102 de la Constitution. «La position de l'ANP face aux développements que connaît le pays demeure immuable dans la mesure où, elle s'inscrit constamment dans le cadre de la légalité constitutionnelle et place les intérêts du peuple algérien au-dessus de toute autre considération, en estimant toujours que la solution de crise ne peut être envisagée qu'à travers l'activation des articles 7, 8 et 102», a-t-elle expliqué. Cette solution proposée par l'ANP, a-t-elle poursuivi, «est en conformité avec les missions qui lui sont assignées par la Constitution en son article 28, en sa qualité de garant de l'indépendance nationale, de la préservation de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale, de la protection du peuple contre tout danger et menace ainsi que de par sa fidélité au message de Novembre, au serment qu'elle a prêté de placer l'Algérie et l'intérêt suprême de la patrie au-dessus de toute considération, et en droite ligne

de sa totale conviction en la capacité du peuple à surmonter toutes les difficultés et épreuves de quelque nature qu'elles soient». La revue «El Djeich» souligne également que la proposition avancée par l'ANP «comporte une solution inscrite dans la Constitution, permettant à l'Algérie de traverser la conjoncture actuelle en toute sécurité et d'éviter ainsi des scénarios aux retombées néfastes», rappelant que, lors de sa dernière visite de travail et d'inspection dans la 4^e Région militaire, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée, Gaid Salah avait insisté sur cette proposition. «Il devient nécessaire, voire impératif d'adopter une solution pour sortir de la crise, qui répond aux revendications légitimes du peuple algérien et qui garantit le respect des dispositions de la Constitution et le maintien de la souveraineté de l'Etat.

Une solution à même d'aboutir à un consensus de l'ensemble des visions, et faire l'unanimité

de toutes les parties, à savoir la solution stipulée par la Constitution, dans son article 102», avait-il affirmé. La revue a fait remarquer, à ce propos, que «cette solution constitutionnelle qui répond pleinement aux revendications légitimes exprimées clairement par le peuple algérien, a été favorablement accueillie par lui», rendant hommage à la «maturité», dont a fait montre le peuple algérien face à la situation actuelle. La revue a regretté, toutefois, qu'«au moment où il est attendu de tous de faire prévaloir l'esprit patriotique, la sincérité, l'abnégation et les intérêts suprêmes du pays, certaines parties mues par des intentions malveillantes et des intérêts étroits, par le biais de manœuvres et de plans préjudiciables aux intérêts suprêmes du pays, tentent de porter atteinte à la crédibilité et à l'image de l'institution militaire, afin de faire avorter les revendications légitimes clairement exprimées par le peuple lors de manifestations pacifiques qui ont englobé l'ensemble des wilayas du pays».

PHOTO

Elle a dénoncé, dans ce contexte, la «campagne médiatique concertée et tendancieuse, véhiculant des informations fallacieuses dans les médias conventionnels et les réseaux sociaux, visant l'ANP», menée par ces parties qui «se sont arrogées le droit de s'exprimer au nom du peuple, en faisant croire que ce dernier refusait l'application de l'article 102, ce qui est loin de la vérité et que dément la réalité». La revue de l'Armée a estimé que celui qui croit que tel ou tel plan pourrait tromper le peuple «se berce d'illusions», soutenant que «le lien étroit qui le lie à son armée s'est renforcé et consolidé ces dernières années, au point que ces vociférations qui s'élèvent, au service d'intérêts personnels étroits et au détriment des intérêts suprêmes de la patrie, ne sauraient, en aucune circonstance, le rompre». Lors de sa visite dans la 4^e RM, le vice-ministre de la Défense nationale, a évoqué «ce lien solide et vital qui unit le peuple algérien à son armée», un lien dont la force est «illustrée à travers cette interaction affective exprimée par les élans de solidarité entre le peuple et son armée lors des épreuves et malheurs».

Il reste à espérer que tout un chacun, tout Algérien patriote s'imprègne de ce message de l'ANP qui lui rappelle que son armée salue sa démarche qui exige le changement par la voie pacifique. Le message, toujours dans un esprit de sérénité, le met en garde contre ceux qui s'agitent au seul service de leurs intérêts étroits, en porte-à-faux avec ceux de la patrie algérienne. Dans la rue, lors des marches, l'un des slogans les plus scandés par la voix du peuple est «Djeich chaab, khaoua khaoua». L'éditorial d'«El Djeich» exprime, en d'autres termes, le même sentiment profondément enraciné dans les principes de l'armée algérienne, ainsi que n'a eu de cesse de le rappeler Ahmed Gaid-Salah.

N. S.

Pour un dernier trimestre scolaire

Retour en classe aujourd'hui

Après deux semaines de vacances de printemps, les élèves reprennent aujourd'hui le chemin de l'école pour entamer le dernier trimestre de l'année scolaire 2018-2019 avec un nouveau ministre promettant de veiller à la préparation des examens de fin d'année dans des conditions «stables». A un mois et demi de la fin de l'année scolaire 2018-2019 et après deux semaines de vacances de printemps, les élèves du primaire, des CEM ainsi que ceux des lycées, s'apprentent à reprendre aujourd'hui le chemin de l'école pour un dernier trimestre. En effet, après deux trimestres bien chargés, les élèves des trois paliers scolaires vont entamer ce dernier trimestre

durant lequel ils devront redoubler d'efforts car les examens de fin d'année ne risquent pas de tarder. En effet, les examens du troisième trimestre des 1.2.3 et 4^e années primaire auront lieu à partir du 9 juin 2019 et ceux de la 5^e année à partir du 19 mai 2019. En ce qui concerne les 1, 2, 3 et 4^e années moyenne, ils débiteront le 26 mai 2019 et l'examen de 4^e année moyenne le 19 mai 2019. En ce qui concerne la 1^{re} et 2^e années secondaire, l'examen du troisième trimestre commencera le 26 mai et l'examen de la 3^e année secondaire «Bac» a été fixé à partir du 19 mai 2019. A noter que cette reprise ainsi que les examens seront supervisés par le nouveau ministre de

l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, qui a assuré en prenant ses fonctions qu'«il ne ménagera aucun effort en vue de préserver les acquis réalisés et garantir la stabilité de ce secteur sensible». Le ministre a promis de veiller à la préparation des examens scolaires dans des conditions «stables», à travers le traitement des différents dossiers socio-professionnels des travailleurs du secteur. Il a appelé, à cette occasion, «les cadres du secteur à resserrer les rangs et à œuvrer, sans relâche, pour assurer le bon fonctionnement de ce secteur et les prochains rendez-vous». En outre, aujourd'hui les inscriptions en première année primaire et en préparatoire, au

titre de l'année scolaire 2019-2020, débiteront dans les différents établissements scolaires nationales et s'étaleront jusqu'au 30 juin. En effet, les parents dont les enfants sont âgés au moins de 6 ans et ceux nés en 2013 sont invités à les inscrire dans l'une des écoles proches de leur domicile. Alors que les enfants nés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014 doivent être inscrits en classes préparatoires. Les établissements éducatifs auraient reçu des instructions afin de ne pas accueillir plus de 25 étudiants en classes préparatoires. Le ministère de l'Éducation nationale avait en effet, envoyé une correspondance à l'ensemble des directions de

l'éducation à travers le territoire national, en vertu de laquelle ces dernières sont instruites d'entamer l'opération des inscriptions, en recevant les dossiers des nouveaux élèves à inscrire en première année primaire et préscolaire, conformément à l'âge légal, et ce, jusqu'au 30 juin prochain. Le ministère a insisté sur la nécessité de respecter le découpage géographique lors des inscriptions pour assurer une meilleure répartition des élèves sur les différents établissements scolaires, et de réunir les conditions nécessaires d'une rentrée scolaire dont la date a été fixée, pour rappel, au 4 septembre 2019.

Thinhinene Khouchi

Libye/Violents affrontements au sud de Tripoli

Haftar appelé à stopper son offensive

■ La communauté internationale multiplie les appels au calme après l'offensive militaire lancée, jeudi, par le maréchal Khalifa Haftar contre le gouvernement d'«union nationale».

Par Meriem Benchaouia

De violents combats au sud de Tripoli entre les forces fidèles au maréchal Khalifa Haftar et celles du gouvernement de Faïez Sarraj ont fait craindre un nouvel embrasement en Libye, dans la soirée de vendredi, quelques heures après un appel de la communauté internationale à un arrêt de toute offensive de l'Armée nationale libyenne (ANL), force de l'est du pays, rivale depuis 2011 du gouvernement d'«union nationale» (GNA). Après avoir rencontré à Tripoli le chef du GNA, Faïez Sarraj, jeudi, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, s'est entretenu vendredi avec le maréchal Haftar, à Benghazi. «Je quitte la Libye avec une profonde inquiétude et un cœur lourd», a déclaré à la sortie le dirigeant de l'Organisation des Nations unies (ONU), «espérant toujours possible d'éviter une confrontation sanglante à Tripoli et ses environs». Cette nouvelle escalade survient avant une conférence nationale sous l'égide de l'ONU prévue à la mi-avril à Ghadamès, dans le sud-ouest du pays, afin de dresser une «feuille de route» avec la tenue d'élections pour tenter de sortir le pays de l'impasse. Cette conférence sera maintenue, a assuré hier l'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé. «Nous sommes déterminés à l'organiser à la date prévue», du 14 au 16 avril, «sauf si des circonstances majeures nous en empêchent», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Tripoli. Vendredi en fin de journée, de premiers combats significatifs ont éclaté entre les deux camps, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Tripoli. Des forces de l'ANL



ont pu progresser ensuite jusqu'à l'aéroport situé à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale et inutilisé depuis qu'il a été détruit en 2014 par des combats. L'ANL a réussi à prendre brièvement l'aéroport, avant d'en être chassée par les forces loyalistes, a déclaré le ministre de l'intérieur du GNA, Fathi Bachagha, à la télévision Libya Al-Ahrar. «Les combats se déroulent actuellement dans la région

de Gasr Ben Ghechir», au sud de l'aéroport, a-t-il précisé vendredi soir. Le porte-parole de l'ANL, Ahmed Al-Mesmari, a, lui, fait état d'«une importante avancée», tout en reconnaissant un revers subi vendredi matin avec la perte du barrage de sécurité à l'ouest de Tripoli. Il a déploré cinq morts parmi les forces de l'ANL depuis jeudi, faisant état d'un autre front dans la région d'El-Azizia, à 50 km au sud-ouest de la capitale.

«L'heure a sonné»

Depuis la chute, en 2011, du régime Kadhafi, la Libye est plongée dans le chaos avec la présence de nombreuses milices ainsi que deux autorités rivales qui se disputent le pouvoir : le GNA dans l'Ouest, reconnu par la communauté internationale, et l'ANL de Khalifa Haftar dans l'Est. Jeudi, Khalifa Haftar a ordonné à ses forces d'«avancer» en direction de Tripoli. La force de protection de Tripoli, une coalition de milices fidèles au GNA, a aussitôt annoncé une contre-offensive et de puissants groupes armés de la ville occidentale de Misrata se sont dits «prêts à stopper l'avancée maudite» des pro-Haftar.

M. B./Agences

Dérives médiatiques Déferlante d'intox

On s'attendait certes à ce que l'actuelle révolution silmya, qui a déjà induit le départ du président Bouteflika, soit aussi propice à l'émergence de toutes sortes d'excès et d'écarts, mais pas à un tel point d'intox. Les observateurs les plus tolérants envers la non observance stricte de la vérité et seulement la vérité, sont depuis quelques semaines médusés par cette déferlante de fausses informations, de diffamations, de calomnies de tout acabit et de fake-news, tous mensonges déployés, devant Dieu et ses créatures. C'est notamment sur certaines (précaution pour ne pas dire toutes) chaînes privées de télévision, la foire folle aux plus folles informations fantaisistes, ne citant comme source, au lieu de citer la personne ou l'institution à l'origine de la nouvelle, juste la formule «selon nos sources». Sans parler des réseaux sociaux où tout fonctionne sous le sceau de l'impunité et

où nul, et on le comprend, n'est tenu à s'assujettir aux règles éthique et déontologique de l'information et du journalisme en particulier, des medias télévisuels ou, il est vrai de plus en plus rarement, de la presse écrite, ont enfourché la sinistre vocation de terreau de rumeurs et d'ampli d'infos qu'il serait presque flatteur de qualifier d'«infondées». Toutes les techniques de la manipulation sont utilisées, de l'invention pure au détournement de l'information, en passant par l'usage sans frein, ni retenue ni smig de moralité ; des techniques de photo-shop. Ainsi, on a inventé des rencontres de responsables algériens, moudjahidine de surcroît, avec des agents des services secrets français, des relations coupables entre hommes d'Etat et des dames connues ou des sorties dans les lieux à la réputation douteuse, «preuves» à l'appui, lesdites preuves étant un

bidouillage flagrant de photos triturées à l'envi pour la bonne cause de l'intox. Sans conteste, le pas de l'outrecuidance et du mensonge éhonté a été franchi avec la diffusion de la plus odieuse des rumeurs, celle de Bouteflika qui aurait été dans le coma et même sous respiration artificielle. Le pire, c'est que le lendemain, on montre le même Bouteflika remettant sa démission au Conseil constitutionnel le plus normalement du monde, comme si la veille rien n'avait été dit sur l'extrême détérioration de sa santé, aux confins du trépas. Ensuite, c'est au tour de l'ancien ministre de la Justice de faire l'objet d'une autre intox de la part d'une chaîne privée, faisant état d'une prétendue interpellation à la frontière ouest alors que tout un chacun pouvait vérifier qu'il n'avait pas quitté la capitale et qu'au moment où ces lignes sont écrites, il est exactement au siège du FLN. Ce ne sont mal-

heureusement pas les exemples de telles dérives qui manquent, portant un sérieux coup à la crédibilité de la presse algérienne. Et pendant ce temps, l'agence de régulation Arav réagit en confirmant son statut permanent aux abonnés absents. Il est évident que ces medias, par-delà les préjudices qu'ils causent aux concernés, ne redoublent de férocité mensongère que sous la poussée de la concurrence, elle-même mue par la publicité. Il est aussi évident que ce déferlement d'intox, qui cause du tort à tout le monde, sauf aux inconscients qui la diffusent, ne s'inscrirait pas dans la durée si les concernés commençaient à défendre leurs droits moraux et portant plainte à chaque fois que de besoin. En d'autres termes, par voie légale, mettre fin à l'impunité à laquelle s'abreuve cette calamité appelle «rumeur et intox».

Nadjib Stambouli

C'est aux environs de quinze heures trente que Tayeb Louh, ancien ministre de la Justice, garde des Sceaux, également membre du comité central de l'instance dirigeante du vieux parti, est arrivé hier au siège de la direction du FLN pour une activité du parti. S'il est vrai que Tayeb Louh, connu pour sa

discretion, est loin du genre de personnalités politiques ou autres à s'exposer aux lumières des projecteurs, une horde de journalistes et de photographes étaient là pour un démenti en direct des allégations dont il a été victime hier, le donnant pour «arrêté aux frontières marocaines». En effet, hier matin, une

certaine presse, notamment les supports médiatiques de l'homme d'affaire Ali Haddad, patron du FCE et actuellement à la prison d'El Harrach, en l'occurrence, «Waqf el djazair», «le Temps d'Algérie» et Dzair news, ont donné des informations non fondées voire diffamatoires selon lesquelles l'«ancien» ministre de

la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, aurait été arrêté à la frontière marocaine, où il «tentait de rejoindre clandestinement le Maroc», allant jusqu'à dire qu'il se serait «payé les services de passeurs». Des informations qui sur le coup peuvent être effectivement choquantes, mais qui au demeurant s'avèrent immédiate-

LA QUESTION DU JOUR

La bataille de Tripoli commence-t-elle ?

Suite de la page une

Mais elles ne laisseraient faire les attaquants que dans l'exacte mesure où ils se montrent capables de mener rondement leur affaire, leur épargnant à elles le spectacle déplaçant d'une guerre sanglante et qui s'éternise. Si dès demain l'Armée nationale a pris le contrôle de Tripoli, il y a tout lieu de penser qu'elles n'exigeraient pas d'elle qu'elle en sorte immédiatement. Telle ne serait probablement pas leur attitude si les affrontements tiraient en longueur. Cela dit, on peut penser que Tobrouk ne s'est pas lancé dans une entreprise de cette importance sans avoir pris en l'occurrence les précautions qui s'imposent. On peut s'en rendre compte dans le silence de pays jusque-là prompts à réagir contre toute tentative destinée à faire bouger de façon drastique les lignes dans ce pays, à la limite d'où qu'elle provienne. Entre laisser la Libye dans son état de division actuel, avec les conséquences en matière de migration que cela implique pour eux, et favoriser, ou plutôt laisser le camp qui s'en montre capable réunifier la Libye sous son hégémonie, l'attitude toute de retenue qu'on leur voit pour le moment dit assez clairement qu'ils ont choisi le deuxième terme de l'alternative. A condition toutefois que l'Armée nationale emporte rapidement Tripoli et la décision du même élan. Mais qu'au contraire elle se mette à marquer le pas, à cafouiller, ou pire encore à refluer, et ces mêmes puissances occidentales seraient moins compréhensives à son égard. Cela n'échappe d'ailleurs pas au gouvernement d'Union nationale emmené par Fayez al-Sarraj, qui annonce avoir déjà brisé les pointes avancées de l'assaillant. La fenêtre d'opportunité par laquelle les forces de Tobrouk ont surgi dans les parages de Tripoli est fort étroite, encore qu'il dépende de ses succès qu'elle ne se referme pas tout à fait, et que l'ordre ne lui soit pas donné de refaire marche arrière, sous peine de se trouver sous le feu de cette même aviation de l'Otan qui il y a six ans avait jeté bas le régime de Kadhafi.

M. H.

Tayeb Louh au siège du FLN à Hydra

ment aussi fausses qu'insensées dans la mesure où elles ne reflètent en aucun cas la droiture de Tayeb Louh, faisant qu'il apparait grotesque et saugrenu d'imaginer un seul instant qu'il puisse recourir à des passeurs de frontière.

L. N.

Développement social

L'Algérie participe aux travaux de la 3^e session du comité de l'UA

■ L'Algérie a pris part, du 1^{er} au 5 avril 2019, à la 3^e session ordinaire du comité technique spécialisé de l'Union africaine (UA) sur le développement social, le travail et l'emploi, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), indique hier un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Par Ihsane F./APS

A l'ouverture des travaux de cette session, placée sous le thème «L'élimination de la pauvreté grâce à des investissements stratégiques aux niveaux national et régional pour le développement social, le travail et l'emploi en Afrique», le secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Khiati, qui conduisait la délégation algérienne, en sa qualité de président en exercice de la 2^e session du comité, qui s'est tenue à Alger en avril 2017, a mis l'accent sur les actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des décisions prises à Alger. L'intervention de la délégation a porté sur une série de questions, notamment «la nécessité de promouvoir une croissance inclusive génératrice d'emplois et de placer l'emploi comme variable stratégique au cœur des politiques de développement, afin de tirer profit du dividende démographique favorable». La délégation algérienne a également insisté sur «la formalisation des économies africaines, afin de promou-



voir le travail décent, assurer des revenus convenables et une protection sociale pour tous». Par ailleurs, la réunion des ministres s'est penchée sur l'examen du

rapport des experts et a adopté les recommandations formulées par les experts, réunis précédemment, sur les différents points inscrits à l'ordre du jour de la 3^e ses-

sion du comité. Il y a lieu de signaler, dans ce contexte, qu'au terme des travaux, l'Algérie a été retenue pour siéger au Conseil d'administration du Bureau inter-

national du travail (BIT), en qualité de membre suppléant, pour la période 2020/2023, au titre de la région Afrique du Nord.

I. F./APS

FMI

La lutte contre la corruption «salutaire pour les économies»

La corruption au sein des gouvernements et des institutions de l'Etat débouche sur une masse de conséquences néfastes pour les populations des pays qui en sont proies, a mis en relief une étude du Fonds monétaire internationale (FMI) qui démontre que la combattre peut être salutaire pour la santé économique de ces pays. Dans cette étude, le directeur du département des finances publiques du FMI et ex-ministre des Finances du Portugal, Vítor Gaspar, le directeur adjoint du département des finances publiques du FMI, Paolo Mauro et le chef de division adjoint au département des finances publiques du FMI, Paulo Medas, se sont penchés sur les conséquences de la corruption sur les économies et les populations notant qu'aucun pays n'en est à l'abri. L'abus d'une charge publique à des fins personnelles érode la confiance du public envers l'Etat et les institutions, réduit l'efficacité et l'équité des politiques publiques, détourne de l'argent du contribuable et mine la capacité de l'Etat à promouvoir une croissance économique, précise cette étude publiée sur le site web de l'institution de Bretton Woods. «Dans la nouvelle édition du *Moniteur des finances publiques*, nous montrons comment des institutions et des politiques budgétaires comme l'administration fiscale et les pratiques de passation des marchés publics peuvent lutter contre la corruption», estiment les auteurs de l'étude

La corruption favorise la fraude fiscale

«Nous analysons plus de 180 pays et constatons que les pays les plus corrompus perçoivent moins d'impôts, car les

contribuables paient des commissions illicites pour s'y soustraire, profitant notamment d'échappatoires fiscales conçues en échange de pots-de-vin. En outre, lorsque les contribuables pensent que leurs dirigeants sont corrompus, ils sont plus susceptibles de pratiquer la fraude fiscale», ont souligné les auteurs. Ils montrent que, globalement, le ratio recettes fiscales/PIB des pays les moins corrompus est supérieur de 4 points de pourcentage à celui des pays les plus corrompus ayant le même niveau de développement économique. Quelques pays ont mené des réformes qui ont généré des recettes encore plus élevées, telle la Géorgie qui a considérablement réduit la corruption faisant que ses recettes fiscales ont plus que doublé, augmentant de plus de 13 points de pourcentage du PIB entre 2003 et 2008. Les réformes entreprises par le Rwanda pour lutter contre la corruption depuis le milieu des années 1990 ont porté leurs fruits et les recettes fiscales se sont accrues de plus de 6 points de pourcentage du PIB. Par ailleurs, la corruption empêche la population de tirer pleinement parti de la richesse provenant des ressources naturelles du pays. Etant donné que l'exploitation pétrolière ou minière génère des profits faramineux, elle incite fortement à la corruption. «Il ressort de notre étude que les pays riches en ressources naturelles, en moyenne, ont des institutions plus faibles et des niveaux de corruption plus élevés», notent-ils. «Le *Moniteur des finances publiques*» montre que les pays où l'impression de corruption est plus faible présentent des niveaux de gaspillage nettement inférieurs dans les projets d'investissement public. Selon nos estimations, les pays émergents les

plus corrompus gaspillent au moins deux fois plus d'argent que les moins corrompus.

La solution passe par une volonté politique

«La lutte contre la corruption requiert la volonté politique de créer des institutions budgétaires solides qui promeuvent l'intégrité et la responsabilité dans l'ensemble du secteur public», est-il noté dans cette même étude qui selon le FMI dégage des enseignements pour aider les pays à bâtir des institutions capables de réduire leur vulnérabilité à la corruption. Ainsi, l'étude prône d'investir dans des niveaux élevés de transparence et de surveillance externe et indépendante permettant aux cabinets d'audit et au public en général d'exercer un contrôle efficace. «Par exemple, la Colombie, le Costa Rica et le Paraguay disposent d'une plate-forme en ligne sur laquelle les citoyens peuvent suivre l'évolution physique et financière des projets d'investissement. La Norvège s'est dotée d'une norme de transparence rigoureuse pour gérer ses ressources naturelles. Notre analyse montre également qu'une presse libre amplifie les avantages de la transparence des finances publiques», signifie-t-on. Au Brésil, les résultats des audits ont influé sur les chances de réélection de personnalités soupçonnées de détournement des fonds publics, mais leurs répercussions étaient plus prononcées dans des zones couvertes par un radio locale. Les chances de réussite sont plus grandes lorsque les pays entreprennent des réformes qui s'attaquent à la corruption sous tous ses angles. «Pour aider les pays, le FMI a conçu des diagnostics complets sur la qualité des institutions

budgetaires, notamment la gestion de l'investissement public, l'administration des recettes et la transparence budgétaire», fait valoir l'étude. Des recrutements et des salaires transparents et fondés sur le mérite réduisent les occasions de corruption, ajoute la même source qui souligne que les responsables des agences, des ministères et des entreprises publiques doivent promouvoir un comportement éthique en montrant clairement l'exemple à suivre. Au Chili et en Corée par exemple, les systèmes électroniques de passation des marchés publics sont de puissants outils de lutte contre la corruption parce qu'ils favorisent la transparence et améliorent la concurrence. De même, il se dresse comme indispensable d'accroître la coopération dans la lutte contre la corruption, de sorte que les pays peuvent également conjuguer leurs efforts pour rendre plus difficile la corruption transfrontalière. A titre d'exemple, plus de 40 pays criminalisent désormais le versement de commissions illicites par leurs entreprises en échange de marchés à l'étranger, en vertu de la convention sur la lutte contre la corruption de l'OCDE. Les pays peuvent aussi s'attaquer avec acharnement au blanchiment de capitaux et réduire les possibilités de dissimulation des revenus de la corruption dans des centres financiers opaques situés à l'étranger. «La lutte contre la corruption exige de la persévérance sur plusieurs fronts mais procure des avantages inestimables. Elle commence par une volonté politique, un renforcement permanent des institutions pour promouvoir l'intégrité et la responsabilité, ainsi qu'une coopération mondiale», ont également souligné les auteurs de l'étude.

Hania Y.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à plus de 68 dollars

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé jeudi à 68,76 dollars le baril, contre 69,12 dollars la veille (mercredi), a indiqué l'Organisation pétrolière sur son site web.

Par Salem K.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen(Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite),



Ph.D. R.

Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Le même jour, en cours d'échanges, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 69,16 dollars à Londres, en baisse de 15 cents par rapport à la clôture de mercredi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat

de mai cédait 12 cents à 62,34 dollars. Lors de la semaine achevée le 29 mars, les réserves commerciales de brut ont augmenté de 7,2 millions de barils pour s'établir à 449,5 millions, selon les données publiées mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).

«Le chiffre publié par l'EIA a entraîné une baisse des prix, mais la correction était jusqu'à présent marginale, si on la compare au fort mouvement haussier observé récemment», avait alors commenté un analyste. En effet, les cours s'inscrivaient en hausse de 26,75% pour le Brent

et de 34,14% pour le WTI depuis le début de l'année, et ont atteint mercredi leurs plus hauts niveaux en près de cinq mois, à 69,96 dollars pour le Brent et à 62,99 dollars pour le WTI. Cette hausse s'explique en partie par les baisses de production volontaires de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires, dont la Russie. Mais deux des membres de l'Organisation, le Venezuela et l'Iran, voient leurs extractions fondre, notamment en raison de sanctions américaines. «La stabilité politique du Venezuela continue de se détériorer, avec des pannes d'électricité récurrentes qui handicapent la production de pétrole», ont commenté des analystes. Selon eux, si le président Nicolas Maduro parvient à rester à la tête du pays, les exportations du pays vont continuer à diminuer sur les 18 prochains mois.

S. K./APS

Commerce américano-chinois

Trump fait état de progrès avec Pékin

Donald Trump a fait état vendredi de progrès dans les intenses négociations avec Pékin qui doivent mettre un terme à la guerre commerciale entre les deux premières économies du monde, mais il s'est refusé à en prédire l'issue. «La rencontre avec la Chine a été un grand succès», a dit le président, évoquant les pourparlers qui se sont tenus cette semaine dans la capitale américaine, dans le cadre de sessions de négociations se déroulant alternative-

ment à Washington et à Pékin depuis le début de l'année. «Je ne veux pas prédire un accord ou pas d'accord, mais on a déjà beaucoup avancé», a affirmé M. Trump, soulignant que «les deux points les plus difficiles ont été négociés, avec beaucoup de succès pour notre pays». Mais il n'a donné aucun détail sur ces deux points. Larry Kudlow, son principal conseiller économique, qui s'exprimait un peu plus tôt sur Bloomberg TV, a abondé dans le même sens : des pro-

grès, mais pas encore d'accord. Les discussions, qui se sont poursuivies vendredi, «sont très productives et font bouger les choses dans la bonne direction», a déclaré M. Kudlow, tout en insistant sur le fait que les Etats-Unis ne s'étaient imposé aucun calendrier. Jeudi, M. Trump n'avait pas donné de date d'un éventuel sommet avec son homologue chinois Xi Jinping pour parachever un accord et, éventuellement, négocier les points en suspens. «Si nous

avons un accord, nous aurons un sommet», avait dit le président américain, jugeant que les quatre prochaines semaines devraient permettre d'y voir plus clair. De son côté, le président Xi a appelé vendredi à une «conclusion rapide des négociations». Par mesure de sanction contre des pratiques jugées «déloyales», Washington avait imposé en 2018 des taxes supplémentaires de 10 à 25% sur plus de 200 milliards de dollars de marchandises. **Mahi O.**

Indonésie

La BAD table sur une croissance économique de 5,2% en 2019

L'Indonésie atteindra en 2019 une croissance économique de l'ordre de 5,2% et ce, en dépit d'une économie mondiale en berne qui continue de freiner les exportations de ce pays, selon des prévisions de la Banque asiatique de développement (BAD). Cette performance s'explique notamment, selon la BAD, par la robustesse de la plus grande économie de l'Asie du Sud-Est, notant que le renforcement de l'investissement intérieur et la bonne tenue de la consommation intérieure sont les principaux moteurs

de la croissance. La BAD a, de même, pointé du doigt le contexte politique actuel marqué par l'approche des élections législatives, prévues le 17 courant, ajoutant que deux scénarios économiques sont possibles, selon l'évolution du processus électoral au sein du pays. «Si les élections se déroulent dans une atmosphère paisible, sans heurts et de manière pacifique, elles ne déboucheront pas sur une longue impasse pour mettre en place un nouveau gouvernement. Ainsi, les investissements devraient augmenter

d'avantage au début de 2020», relève le dernier rapport annuel phare de la BAD sur les économies asiatiques, intitulé «Asia Development Outlook». L'accent a été également mis par la BAD sur les politiques économiques fondamentales du pays qui ont enregistré une amélioration notable au cours des dernières années, citant à titre d'exemple un climat général des affaires plus favorable, la poursuite des réformes bureaucratiques et économiques et la lutte contre les inégalités en matière de répartition des revenus et de la

richesse. «L'administration de l'actuel président indonésien, Joko Widodo, s'est concentrée sur la mise en place de nouvelles infrastructures de transport en vue d'améliorer la connectivité entre les îles et les zones rurales et urbaines», estime la BAD dans son rapport, soulignant que le gouvernement a mis en place diverses réformes visant à renforcer les capacités institutionnelles du pays, en faveur d'un système de gestion transparent et efficace.

Agences

Tunisie/BID

Un financement de 119 millions d'euros pour un projet de transfert de gaz naturel

La Tunisie et la Banque islamique de Développement (BID) ont signé vendredi un accord de garantie de financement d'un projet de transfert de gaz naturel, d'une valeur de 119 millions d'euros (400 millions de dinars tunisiens). Cet accord a été conclu en marge de la 44^e édition des réunions annuelles de la BID organisée à Marrakech (Maroc), par le ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, Zied Ladhari, et le prési-

dent du groupe de la BID, Bandar Hajjar. L'objectif du projet est de couvrir les besoins accrus en gaz naturel pour garantir, d'une part, la production d'électricité et de réduire, d'autre part, le gap entre les régions en matière d'accès aux services énergétiques offerts dans les régions. Le ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale tunisien, Zied Ladhari, avait indiqué que le total des contributions de la BID dans le financement des projets de

développement en Tunisie, avait atteint près de 11 milliards de dinars tunisiens au profit de 44 projets publics. Il a ajouté que la BID a financé des opérations de commerce extérieur, le secteur privé et des opérations de garantie d'investissement, mettant l'accent sur le rôle important de la banque dans le renforcement du secteur de l'énergie, notamment à travers le financement de 7 projets de 2,7 milliards de dinars tunisiens. Le ministre a mis l'accent sur les opportunités de renforcement de

la coopération entre les deux parties, notamment en matière de financement de projets qui seront réalisés dans le cadre du Partenariat Public Privé (PPP) et dans des secteurs à haute valeur ajoutée créateurs d'emplois. Pour sa part, le président du groupe de la BID, Bandar Al Hajjar, a exprimé l'engagement de son établissement à poursuivre l'appui des efforts de la Tunisie en vue de booster la croissance socio-économique.

R. E.

Souk-Ahras /M'daourouch

«Ambitieux programme de développement» tous azimuts

■ La daïra de M'daourouch (wilaya de Souk-Ahras) a bénéficié d'un «ambitieux programme de développement» dans divers domaines permettant une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens et l'amélioration de leurs conditions de vie, selon le chef de l'exécutif local.

Par Anissa H.

S exprimant lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile, à l'issue d'une visite de travail dans cette daïra comprenant les communes de M'daourouch, Ragouba et Tifache, le même responsable a précisé que ce programme qui a nécessité une enveloppe financière «conséquente» concerne plusieurs volets de développement, à l'instar de l'alimentation en eau potable (AEP), le raccordement aux réseaux de gaz naturel et l'électricité, l'ouverture des pistes et voies à travers diverses mechtas et la prise en charge des écoliers en matière de restauration et de transport, entre autres. Dans ce sens, le même responsable a fait part de la mobilisation de 534 millions DA pour le secteur de l'énergie permettant le raccordement au réseau de gaz naturel de 557 foyers des villages de Ras Laâyoune, El Gadrane et Ouled El Hadj dans la commune de M'daourouch, de 224 foyers relevant de Smaydiya,

Draâ El Metnane et Sarsouf (commune de Tifache) et 224 autres foyers des mechtas de Argoub Anta, l'extension de Ragouba, Bir Bouchafi et Oum El Khalakhel, en plus du lancement «incessamment» d'une opération de raccordement au réseau d'électricité de plusieurs foyers des localités de Stah, de Houwam et El Bir. Le secteur de l'Education nationale a bénéficié de plusieurs opérations portant réhabilitation de 14 écoles primaires (9 dans la commune de M'daourouch, 1 à Ragouba et 4 dans la commune de Tifache) pour un investissement de 53 millions DA, en plus de la réalisation de deux cantines scolaires (200 repas chacune) et la réalisation d'un groupe scolaire de 12 classes dans la localité de M'daourouch, a-t-on indiqué de même source. En matière d'alimentation en eau potable (AEP), cette région a bénéficié d'un projet de réhabilitation du réseau de distribution d'eau dans le quartier Achouri, pour un coût de 75 millions DA, et d'un forage profond dans la mechta de Rous Lediya, dans la commune de



Ragouba pour un investissement de 600 millions DA, a ajouté la même source. Le programme de développement, dédié à la région de M'daourouch, comprend plusieurs autres opérations relatives à la mise à niveau de la route reliant Hamam Cheb

à la route nationale (RN 81) sur un linéaire de 4 km et la réalisation d'un passage pour piétons sur la voie ferrée pour un coût de 395 millions DA, en plus de l'ouverture de pistes dans les mechtas de Bir Sedra, Ouled El Hadj et Deghoubdj sur 10 km, a-t-on

détaillé. La réalisation d'aires de jeu, de stades de proximité et la distribution de tracteurs, moissonneuses batteuses et autres ruches au profit des agriculteurs de la région figurent parmi les opérations de développement initiées au profit de cette région, selon le même responsable. Le chef de l'exécutif local avait auparavant inspecté les projets de réalisation d'un lycée au quartier Achouri, un Institut national spécialisé de formation professionnelle, de 190 logements promotionnels aidés (LPA), de 1.450 logements publics locatifs (LPL) dans la commune de M'daourouch. Farid M'hamdi a également inspecté les travaux du projet d'extension des réseaux d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable dans la commune de Ragouba, du chantier de réalisation de 24 LPL et d'un forage dans la mechta de Oum El Firane à Tifache. **A. H. /APS**

M'sila Réception «courant 2019» de 4 300 logements de plusieurs segments

Un quota de 4 300 logements, toutes formules confondues, sera réceptionné à M'sila «au titre de l'année en cours» ont révélé les services de la direction locale du logement. Cette source a précisé que ce quota 1 273 logements publics locatifs (LPL), 1 438 aides financières à l'habitat rural, 693 logements de la formule promotionnels aidés (LPA) et 900 logements location-vente détaillant que ces programmes «actuellement en chantier» ciblent l'ensemble de communes de la wilaya et affichent un taux

d'avancement «allant jusqu'à 50%». Concernant le quota de 1 273 logements publics locatifs (LPL) réparti sur 10 communes de la wilaya, ce projet enregistre un avancement des travaux «très appréciable» selon les services de la wilaya en charge du suivi des programmes du logement qui ont souligné que «la réception de ce quota sera probablement concrétisée avant la fin du troisième trimestre de l'année en cours». Le chef de l'exécutif local, Brahim Ouchen avait indiqué récemment à l'APS que la wilaya de

M'sila procédera «au cours de cette année» à la distribution «de plus de 6 000 logements LPL et plus de 1500 aides financières à l'habitat rural» qui devra répondre aux demandes exprimées en matière de logement et contribuer à baisser le taux d'occupation du logement (TOL) de 5 à 4,5 personnes. La wilaya de M'sila a alloué au cours des trois dernières années une enveloppe financière dépassant les 15 milliards de dinars pour le secteur du logement, a conclu la même source. **F. Y.**

El Tarf Attribution de 290 logements RHP avant «le mois de ramadhan» à Besbes

Pas moins de 290 logements entrant dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP) seront attribués «avant le mois de ramadhan» aux habitants de la cité Ziroud Youcef relevant de la commune de Besbes (wilaya de El Tarf), a déclaré le wali, Mohamed Belkateb. S'exprimant lors d'une rencontre avec les représentants de protestataires qui ont fermé, deux jours durant, la route nationale RN 84 menant vers la localité de Zerizer et le chemin de wilaya en direction de Benamar, pour revendiquer leur logement dans des habitations décentes, le wali a fait savoir que deux sites, l'un comptant 150 logements/RHP et l'autre 140 unités de même types, implantés

dans la commune de Besbes, «seront attribués à leurs bénéficiaires avant le mois sacré de ramadhan». Le premier site totalisant 150 logements est «prêt» tandis que le second (140 logements) est actuellement "en

cours de raccordement au réseau de distribution de gaz de ville, a-t-il tenu à rassurer. Cette opération interviendra dès que «la liste des bénéficiaires de logements du programme RHP sera arrêtée définitivement, après

contrôle et vérification», a-t-il fait remarquer. Les postulants concernés par ce recasement sont ceux qui ont été touchés par l'opération de recensement effectuée en 2007 et actualisée en 2013, a-t-on, par ailleurs, sou-

tenu de même source, signalant que l'opération de démolition des sites abritant ces habitations précaires interviendra «aussitôt les familles évacuées». **A. O.**

Mila Plus de 1 800 hectares pour la culture de la pomme de terre saisonnière

La surface cultivée de pomme de terre de saison estimée à 1 124 hectares devra connaître une extension pour atteindre plus de 1 800 hectares durant la saison agricole 2018/2019 dans la wilaya de Mila, apprend-on auprès de la direction des services agricoles (DSA). Aussi, 705 hectares situés notamment dans les communes sud de la wilaya ont-ils été ainsi plantés depuis février passé au titre de cette campagne qui se

poursuivra jusqu'à fin avril courant, indique-t-on de même source. La surface cultivée en ce tubercule devra atteindre 1.817 hectares, dépassant ainsi les 1.124 hectares réservés à cette spéculation durant la saison passée (2017/2018) qui avait connu une production de 487 000 quintaux, selon les services de la DSA. Le nombre d'agriculteurs cultivant la pomme de terre dans la wilaya dépasse les 500 et sont concentrés dans les communes

du Sud de la wilaya, à l'instar d'Ouled Khelouf, Mechira et Télégghema où se trouve le périmètre d'irrigation, précise-t-on. La mécanisation de cette culture et le soutien accordé aux agriculteurs, notamment pour l'acquisition des équipements d'irrigation et de fertilisants, sont les principaux facteurs à l'origine de l'accroissement de la culture de la pomme de terre dans la wilaya, explique-t-on à la DSA. **R. R.**

du Sud de la wilaya, à l'instar d'Ouled Khelouf, Mechira et Télégghema où se trouve le périmètre d'irrigation, précise-t-on. La mécanisation de cette culture et le soutien accordé aux agriculteurs, notamment pour l'acquisition des équipements d'irrigation et de fertilisants, sont les principaux facteurs à l'origine de l'accroissement de la culture de la pomme de terre dans la wilaya, explique-t-on à la DSA. **R. R.**

Libye

La CPI juge recevable l'affaire à l'encontre du fils de Kadhafi

■ La Cour pénale internationale (CPI) a confirmé vendredi que l'affaire à l'encontre du fils de l'ex-président libyen Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam Kadhafi, était recevable devant la Cour, qui a lancé contre lui un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité.

Par Hatem G.

La Chambre préliminaire de la CPI a annoncé dans un communiqué avoir décidé à la majorité que «l'affaire à son encontre était recevable devant la Cour». Seif al-Islam, 46 ans, fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI pour des crimes contre l'humanité commis à partir du 15 février 2011 pendant la répression de la révolte populaire en Libye.

Il a été arrêté en novembre 2011 dans le sud libyen. Le groupe armé qui le détenait a annoncé en juin 2017 sa libération. Mais celle-ci n'a jamais été confirmée et son sort demeure inconnu.

D'après le parquet libyen, Seif al-Islam est toujours recherché par les autorités judiciaires de

Tripoli où il a été condamné à mort en 2015 pour son rôle dans la répression du soulèvement contre son père.

Les juges de la CPI ont rejeté une demande de la défense présentée en juin selon laquelle M. Kadhafi faisait l'objet d'une exception d'irrecevabilité puisqu'il avait déjà été condamné par le tribunal de Tripoli pour les mêmes chefs d'accusation.

La CPI, qui siège à La Haye, a conclu que, pour qu'un deuxième procès pour le même comportement ne soit pas autorisé, la décision du tribunal pénal de Tripoli aurait dû être définitive.

Or, la CPI n'est pas convaincue que cette condition soit remplie en l'espèce, le jugement du tribunal pénal de Tripoli pouvant encore faire l'objet d'un appel et ayant été rendu en l'absence de



M. Kadhafi, laissant ainsi ouverte la possibilité de rétablir une procédure judiciaire.

En 2011, une contestation violemment réprimée a secoué la Libye. Depuis la chute du régi-

me de Mouammar Kadhafi, tué après huit mois de révolte, le pays est plongé dans une crise multidimensionnelle.

H. G./APS

Diplomatie

Trump nomme Richard Norland comme ambassadeur des Etats-Unis en Libye

Le président Trump a annoncé son intention de nommer un diplomate de carrière, Richard Norland, comme ambassadeur des Etats-Unis en Libye.

Ancien ambassadeur des Etats-Unis en Ukraine et en Ouzbékistan, Richard Norland, occupe depuis 2016, le poste de conseiller en politique étrangère auprès du président

du comité des chefs d'état-major, selon un communiqué de la Maison-Blanche.

Il est aussi titulaire de deux diplômes de maîtrise, de l'Ecole d'études internationales avancées Johns-Hopkins et du National War College. Jusqu'ici, les Etats-Unis n'ont pas d'ambassadeur en Libye bien que Peter Bodde soit chargé d'affaires au Bureau exté-

rieur de la Libye en Tunisie depuis novembre 2018. Bodde a déjà occupé le poste d'ambassadeur en Libye de 2016 à 2017.

Le Consulat américain à Benghazi a été en 2011 le théâtre d'un attentat terroriste qui a coûté la vie à quatre Américains dont l'ambassadeur, John Stevens.

M. O.

Finances publiques

L'année 2019 s'annonce difficile pour la Tunisie

Le gouvernement tunisien doit mobiliser 10 142 millions de dinars (MD), en 2019, outre les recettes fiscales prévues, a indiqué la Revue de la conjoncture économique (Mars 2019) de l'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ).

Il est ainsi attendu de prélever 2 350 MD sur le marché intérieur, sachant que l'épargne a baissé à environ 8% du PIB. Le reste du montant, soit 7 792 MD, vont être mobilisés sur le marché extérieur

à travers des prêts multilatéraux et bilatéraux (FMI, BM, AFD etc.), a précisé la même source.

Selon l'éditorial de la revue signé par Zouhair El Kadhi, DG de l'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives, il est également prévu «une nouvelle sortie sur les marchés internationaux pour un montant de 965 millions de dollars. La question qui demeure en suspens est que si nous avons réussi à mobiliser 500 millions d'euros en 2018, comment pour-

rons-nous mobiliser les 965 millions de dollars, en 2019 ?».

«Conscient de ces difficultés, le gouvernement cherche à éviter les vagues avec les moyens du bord sachant que le marché intérieur manque cruellement, de liquidité et que l'épargne a beaucoup diminué de sorte qu'il devient difficile de mobiliser des ressources sur le marché intérieur. Sur le marché extérieur, la situation est encore plus compliquée eu égard au rating de la Tunisie». «Dans ces conditions,

le gouvernement a tenté de trouver une solution intermédiaire mais non classique. L'idée est de trouver des ressources en devises sur le marché local. D'où le recours aux devises détenues par les banques tunisiennes souvent sous forme de comptes en devises pour les tunisiens résidents à l'étranger et les entreprises off-shore.

L'idée paraît très séduisante car le montant prélevé s'élève à 356 millions d'euros, avec une coût de crédit ne dépassant pas

2,5%».

En conclusion, «l'année 2019 s'annonce difficile pour la Tunisie devant le contexte de ralentissement européen, de conditions géopolitiques instables (Iran, Venezuela, tensions USA-Russie) qui risquent de pousser les prix du pétrole vers la hausse, d'augmentation de taux d'intérêt dans le monde et de contraction de flux de capitaux vers les pays émergents».

Au final, «nous sommes conscients de l'ampleur des risques baissiers et des incertitudes non levées. Nous constatons que la conjoncture, malgré son amélioration, ne croit pas encore au rythme que le potentiel de l'économie tunisienne pourrait offrir et qui permettrait une diminution du chômage et un assainissement des finances publiques.

Malgré les risques évoqués, il nous semble toutefois, qu'il n'y ait pas assez d'éléments pour écarter le scénario de base d'une consolidation de la croissance au-dessus de 3%», souligne le DG de l'ITCEQ.

M. O.

Moncef G.

Règlement du conflit au Sahara occidental

L'Islande appuie le processus onusien

La Première ministre islandaise, Katrín Jakobsdóttir, a exprimé le soutien de son pays aux efforts de l'ONU pour le règlement du conflit au Sahara occidental à travers une solution basée sur le respect de la légalité internationale et les résolutions onusiennes, garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

La Première ministre islandaise qui recevait mercredi le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a souligné l'intérêt de son gouvernement aux développements de question du Sahara occidental et son soutien aux efforts pour une solution basée sur le respect de la légalité internationale et les résolutions des Nations unies.

La réunion a porté sur les derniers développements de la question et les efforts des Nations unies pour faire aboutir le processus de décolonisation du Sahara occidental, en plus de

l'action de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies, Horst Kohler, en vue de trouver une solution devant permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Le chef de l'Etat sahraoui a informé la Première ministre islandaise de l'intransigeance et les entraves du Royaume du Maroc et de la violation de ce dernier de ses engagements

concernant la tenue du référendum d'autodétermination, comme convenu par les parties sous la supervision du Conseil de sécurité de l'ONU.

Brahim Ghali a dénoncé la situation des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental et les répressions systématiques infligées par les autorités marocaines contre les civils sahraouis, réitérant son appel pour la libération

immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis qui croupissent encore dans les prisons marocaines.

Le président Ghali est accompagné dans cette visite par le membre du secrétariat national du front Polisario et conseiller auprès du MAE, Mohamed Yeslem Beissat, et Abdati Breika, Conseiller à la Présidence de la République.

M. O.

Moncef G.

Mauritanie/ Présidentielle

Création d'une coalition pour soutenir le candidat Mohamed Ould Mouloud

Trois partis de l'opposition mauritanienne, dont le Rassemblement des Forces démocratiques (RFD) de l'ancien leader de l'opposition Ahmed Ould Daddah, ont annoncé la mise en place d'une coalition pour soutenir la candidature de Mohamed Ould Mouloud dans la prochaine élection présidentielle de Mauritanie prévue pour juin 2019. La création de la «Coalition de l'opposition démocratique pour le changement» a été annoncée au cours d'une conférence de

presse organisée vendredi à Nouakchott, en présence du candidat et de membres des directoires des trois partis, ont indiqué les médias sur place.

Mohamed Ould Mohamedou, secrétaire permanent du RFD, a souligné que «le candidat Mohamed Ould Mouloud porte le flambeau de la lutte pour le changement afin que le pays puisse accéder à la démocratie, au développement, à la justice sociale et au raffermissement de l'unité nationale». Prenant

la parole à cette occasion, Mohamed Ould Mouloud s'est engagé à faire tout pour ne pas décevoir les trois partis qui lui ont fait confiance, rappelant que «ces partis ayant milité pour le changement démocratique pendant 27 ans déjà continuent à être les garants du projet démocratique en Mauritanie». Mohamed Ould Mouloud est le quatrième candidat déclaré pour la prochaine élection présidentielle de la Mauritanie.

R. M.



Venezuela

Guaido maintient la pression dans la rue

■ Le chef de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido mobilise à nouveau ses partisans hier pour maintenir la pression sur le président socialiste Nicolas Maduro, au milieu du mécontentement des Vénézuéliens confrontés au manque d'eau et d'électricité.

Comme à chaque fois depuis ces dernières années, le chavisme, le mouvement politique au pouvoir, qui n'entend pas laisser le champ libre à ses adversaires, appelle à une contre-manifestation à la mi-journée également. «*Soyons présents dans la rue. Cette lutte est en faveur de meilleures conditions de vie de tous les Vénézuéliens*», a écrit vendredi soir sur Twitter M. Guaido, reconnu président par intérim par plus de cinquante pays. Avec cette nouvelle manifestation, l'opposant âgé de 35 ans cherche à donner un nouveau souffle à ce qu'il a baptisé l'«opération liberté», à travers laquelle il entend marcher sur le palais présidentiel de Miraflores à une date encore non définie pour prendre le pouvoir. La

marche de hier vise aussi à protester contre les coupures de courant à répétition et les problèmes d'approvisionnement d'eau, selon M. Guaido. Le Venezuela a vécu sa pire panne d'électricité au début du mois de mars. Et depuis une dizaine de jours, des coupures de courant intermittentes plongent le pays dans le noir à intervalles réguliers et créent de graves problèmes de distribution d'eau. Les pompes à eau des habitations et des immeubles, qui fonctionnent à l'électricité, se retrouvent à l'arrêt. La situation est telle que le gouvernement a réduit la journée de travail de huit à six heures et a suspendu les cours dans les établissements scolaires. Un rationnement de l'électricité a également été mis en place durant tout le mois d'avril. «On

est fatigués, mais on doit descendre dans la rue car c'est la seule façon de faire partir ces gens!», a déclaré à l'AFP Verony Mendez, 48 ans, sans eau courante depuis deux mois. Devant les puits, les égouts ou les fontaines, les Vénézuéliens forment de longues files d'attente pour faire le plein du précieux liquide, ne serait-ce que pour l'utiliser dans leurs toilettes ou se laver. Le président Maduro a appelé la population à faire des réserves, laissant entendre que le problème allait durer. Il rend les sanctions américaines responsables des problèmes économiques du Venezuela. M. Guaido estime, lui, que c'est l'incurie du gouvernement et la corruption en son sein qui sont à blâmer. Selon un rapport interne de l'ONU consulté par l'AFP la semaine dernière, sept millions de personnes – près du quart de la population vénézuélienne – ont besoin d'aide humanitaire et manquent de nourriture et de soins médicaux. Le Conseil de sécurité des Nations unies va d'ailleurs se réunir mercredi à la demande de Washington, et en présence du vice-président américain Mike Pence, pour discuter de la crise humanitaire au Venezuela. Vendredi, les États-Unis ont annoncé de nouvelles sanctions contre 34 navires du groupe pétrolier public vénézuélien PDVSA. De son côté, le pouvoir en place a aussi renforcé ces



derniers jours la pression sur M. Guaido, le privat de son immunité parlementaire, permettant ainsi la poursuite de la procédure pénale engagée à son encontre, et le déclarant inéligible durant 15 ans. Difficile d'anticiper les conséquences concrètes de ces décisions dans ce pays où personne ne reconnaît la légitimité de personne. M. Guaido lui-même a affirmé que «rien» ne l'arrêterait. «Le gouvernement parie sur l'usure de Guaido, qui a réussi jusqu'à présent à conserver un large soutien politique et populaire», estime le politologue Luis Salamanca. Les manifestations de l'opposition doivent composer avec la présence des «colectivos», ces

hommes armés agissant en milice pour s'en prendre à l'opposition. Circulant à bord de motos et en groupes, généralement armés, la capuche sur la tête, ils surgissent au milieu des manifestations. M. Maduro les a appelés à maintenir l'ordre. «On est en train de résister», assure Larry Moreno, 65 ans, vendeur de légumes sur un marché de Caracas, qui accuse l'«opération liberté» de Guaido de servir à «camoufler» une prochaine intervention militaire américaine. Selon l'ONG de défense des droits de l'homme Foro Penal, 117 personnes ont été interpellées durant les manifestations de la semaine dernière.

Rosa C.



Impuissance

Stratégie

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump serait-il en train de renoncer à sa promesse électorale la plus emblématique de sa campagne électorale ? Serait-il en train d'abandonner son projet titanique de construire un mur entre la frontière américaine et mexicaine ? Cela semble bien être le cas après qu'il ait essuyé une longue liste de déconvenues. Mais que ces partisans se rassurent s'il semble avoir mis de côté son projet, c'est pour se focaliser sur un nouvel objectif. En effet, mercredi, il a une nouvelle fois brandi la menace d'une fermeture de la frontière avec le Mexique : «*Si rien n'est fait, la frontière ou de larges portions de la frontière seront fermées. C'est une urgence nationale !*», a tweeté Donald Trump. Jeudi, il est revenu sur sa menace, évoquant un délai d'un an pour que son voisin du sud lutte plus efficacement contre l'immigration clandestine et le trafic de drogue. «*Nous avons besoin du mur, mais nous avons besoin de beaucoup d'autres choses*», a mis en garde Trump à la veille de son déplacement à Calexico, petite ville frontalière située à quelque 300 km au sud-est de Los Angeles. «*Nous allons leur donner un avertissement d'un an*», a lancé Trump lors d'un échange avec les journalistes à la Maison-Blanche. «*Si les arrivées de drogue ne s'arrêtent pas (...), nous mettrons en place des tarifs douaniers sur des produits, en particulier les voitures (...). Et si cela ne suffit pas, nous fermerons la frontière*», a-t-il encore dit. «*Je le ferai, ce n'est pas un jeu, je le ferai*», a-t-il encore dit, menaçant. «*Je ne pense pas que nous aurons un jour à fermer la frontière*», a-t-il poursuivi, jugeant que l'arme tarifaire serait dissuasive. «*Au cours des quatre derniers jours, le Mexique a vraiment fait un travail fantastique à sa frontière sud (...) en arrêtant et reconduisant les gens dans leur pays*», a-t-il encore déclaré depuis le Bureau ovale, y voyant la preuve que sa stratégie de mise en garde était payante. Mais comme l'on s'en doute la nouvelle stratégie du président américain est très loin de faire l'unanimité. «*Fermer la frontière pourrait avoir un impact économique catastrophique sur notre pays, et j'espère que nous n'allons pas le faire*», avait mis en garde en début de semaine le chef de la majorité Républicaine au Sénat, Mitch McConnell. «*Pour le gouvernement mexicain, il est très important de maintenir séparés les thèmes migratoires et commerciaux*», a déclaré Graciela Marquez Colín, la ministre de l'Économie mexicaine, lors d'une conférence de presse. La frontière entre la première économie du monde et son troisième partenaire commercial est traversée dans les deux sens, tous les jours, par des centaines de milliers de personnes. Selon des statistiques du ministère des Transports américain, 17 000 camions entrent quotidiennement aux États-Unis depuis le Mexique. Ils transportent l'essentiel des 612 milliards de dollars d'échanges commerciaux entre les deux pays en 2018. Reste à savoir si cette nouvelle stratégie s'avèrera plus efficace que la menace de la construction d'un mur et surtout si les partisans de Donald Trump lui pardonneront de renoncer à la mesure qui avait permis au candidat milliardaire en 2016 de se distinguer de ses adversaires Républicains et de remporter l'investiture de son parti puis de remporter la présidentielle.

F.M.

Climat

Le CO2 au plus haut depuis 3 millions d'années

La concentration dans l'atmosphère du CO2, principal responsable du réchauffement climatique, est au plus haut depuis 3 millions d'années, rendant inélectable la hausse dramatique de la température de la planète et du niveau des océans en quelques siècles, mettent en garde des chercheurs. Les scientifiques estimaient jusqu'alors que le niveau actuel de dioxyde de carbone, un peu supérieur à 400 parties par million (ppm), n'était pas plus important que celui d'il y a 800 000 ans, lors d'une période marquée par des cycles de réchauffement et de refroidissement de la Terre qui se poursuivraient aujourd'hui sans le réchauffement lié aux activités humaines. Mais des carottes de glace et de sédiments marins prélevés à l'endroit le plus froid de la planète révèlent désormais que la barre des 400 ppm a en fait été dépassée pour la dernière fois il y a 3 millions d'années, pendant le Pliocène. Les températures étaient alors 3 à 4°C plus élevées, des arbres poussaient en Antarctique et le niveau des océans était 15 mètres plus haut. Ces analyses sont corroborées par un nouveau modèle climatique développé par le Potsdam Institute for Climate Impact

Research (PIK). «*La fin du Pliocène est relativement proche de nous en termes de niveaux de CO2*», explique à l'AFP Matteo Willeit, chercheur au PIK et principal auteur d'une étude publiée cette semaine. «*Nos modèles suggèrent qu'au Pliocène il n'y avait ni cycle glaciaire ni grosses calottes glaciaires dans l'hémisphère nord. Le CO2 était trop élevé et le climat trop chaud pour le permettre*». L'accord de Paris sur le climat de 2015 vise à limiter le réchauffement de la planète à +2°C, voire +1,5°C, par rapport à l'ère pré-industrielle. Mais en 2017, les émissions de gaz à effet de serre ont dépassé tous les records dans l'histoire humaine, et les engagements des États signataires de l'Accord de Paris conduiraient le monde vers +3°C. Pour des chercheurs réunis cette semaine à Londres, il y a des leçons à tirer du Pliocène. «*Les températures mondiales étaient 3 à 4°C plus élevées qu'aujourd'hui et le niveau de la mer 15 à 20 mètres plus haut*», commente Martin Siebert, professeur de géosciences à l'Imperial College de Londres. Aujourd'hui, avec 1°C de plus qu'à l'époque pré-industrielle, la Terre subit déjà les impacts du dérèglement climatique, des inondations aux

sécheresses. Pour Siebert, avoir dépassé 400 ppm de CO2 n'implique pas une hausse du niveau des mers de l'ampleur de celle du Pliocène de façon imminente, mais à moins que l'Homme n'arrive à retirer le CO2 de l'atmosphère à grande échelle, des impacts majeurs sont inévitables, tôt ou tard. En se basant sur les concentrations de CO2, les glaciologues prédisent une augmentation du niveau des océans entre 50 cm et un mètre d'ici la fin de ce siècle, indique le chercheur. «*Il serait difficile que cela soit plus, parce que la fonte prend du temps. Mais ça ne s'arrête pas à 2100, ça continue*». En octobre, les scientifiques du Giec tiraient la sonnette d'alarme: pour rester sous les 1,5°C, il faudrait réduire les émissions de CO2 de près de 50% d'ici à 2030. Mais malgré les promesses, ces émissions liées aux énergies fossiles et à l'agriculture augmentent inexorablement. «*A 400 ppm, nous restons sur la trajectoire d'un climat similaire au Pliocène*», prévient Tina van De Fierdt, professeur de géochimie isotopique à l'Imperial College. La calotte glaciaire du Groenland, qui contient assez d'eau pour faire augmenter le niveau des mers de 7 mètres, avait alors disparu.



Roman historique de Cyril Gely

«Le Prix» rend son Nobel à la physicienne Lise Meitner

■ Le dernier roman de Cyril Gely «Le Prix» (Albin Michel) raconte la confrontation entre Otto Hahn, chimiste allemand prêt à recevoir le Nobel en 1946, et sa collaboratrice Lise Meitner, oubliée du prestigieux prix.

Par Par Manon Botticelli

Ce roman, de l'auteur des pièces de théâtre «Signé Dumas» et «Diplomatie», est en compétition pour le Prix des libraires, qui sera décerné le 15 mai 2019.

Stockholm, 10 décembre

Extrait :

Encore une fois, tu prononces ce mot d'une façon qui ne me plaît pas.

- Quel mot ?

- Tu sais très bien. Le mot «prix».

- Et comment l'ai-je prononcé cette fois ?

- Comme s'il était obscène. Ou plutôt, comme si le fait que le Comité me l'ait décerné était quelque chose d'obscène.

- Oui, admet Lise en hochant la tête. Pourquoi le nier. Je trouve choquant que tu reçoives ce prix.

Hahn ne peut réprimer un mouvement nerveux. Son corps entier frissonne. Mais en dépit du contrôle qu'il exerce sur lui-même, et de la nuit noire qui les entoure, Lise n'a eu aucune peine à percevoir ce frémissement.

- Et pourquoi, s'il te plaît ? Pourquoi ce prix serait-il obscène ou choquant ? Je veux l'entendre de ta bouche.

Lise sourit et murmure :

- Tu ne mérites pas le Nobel. Ni aucun autre prix. "

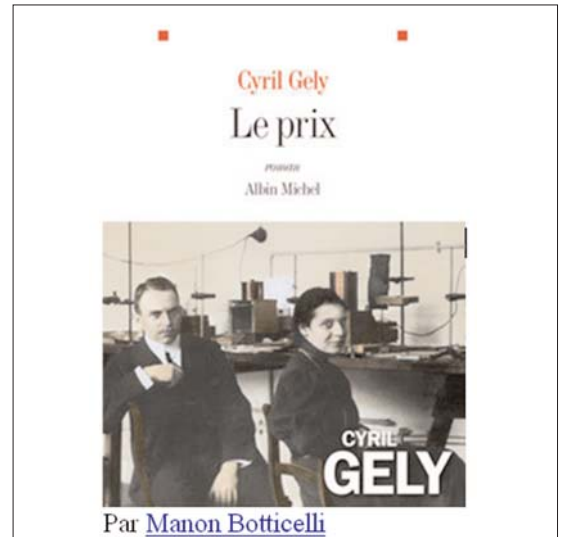
«Le Prix», Cyril Gely, p.123

1946. Otto Hahn, chimiste allemand, s'apprête à entrer dans l'histoire. Dans l'après-midi, il va recevoir le prix Nobel pour avoir découvert la fission nucléaire. Cette découverte est le fruit d'une collaboration avec Lise Meitner, physicienne... qui, de son côté, ne recevra pas de prix Nobel. Car en 1938, cette femme

juive est contrainte de fuir l'Allemagne nazie pour la Suède, laissant le fruit de plusieurs années de recherche dans les mains d'Otto Hahn. Quelques mois plus tard, le scientifique observe la fission nucléaire et signe un article sur sa découverte. A quelques heures de la remise du Nobel, Lise Meitner souhaite régler ses comptes avec son ancien collègue.

Un dialogue historique

Cette ultime confrontation, Cyril Gely nous la raconte dans «Le Prix» (Albin Michel). La tension monte dans la chambre d'hôtel d'Otto Hahn à l'annonce de la visite de Lise. A son arrivée, l'ambiance est amicale : les deux amis se remémorent le laboratoire, les premières découvertes faites ensemble, les travaux sur la fission nucléaire. En parallèle, ils racontent la montée du nazisme, les lois anti-juives. Et cette date fatidique de 1938, lorsque Lise Meitner n'a plus d'autre choix que de fuir Berlin pour se réfugier à Stockholm, abandonnant sa collaboration avec Otto



Par Manon Botticelli

Hahn. «Il est probable que nous aurions découvert ensemble la fission nucléaire. Nous étions si près du but quand je suis partie. D'ailleurs, tu l'as observé peu de temps après», rappelle la physicienne. Très vite, les retrouvailles virent à la confrontation.

Un long dialogue où s'entre-mêlent les moments d'entente, les regrets et les injustices subies par Lise Meitner, qui a dû affronter un milieu scientifique hostile à son statut de femme et à sa religion.

Huis clos théâtral

Par répliques et touches successives, entre affection et amertume, l'auteur dépeint la relation ambiguë qu'entretiennent ces amis rivaux. Dans la pénombre d'une suite d'hôtel décorée de

tableaux de Turner, l'histoire est en marche. «Le Prix» se présente comme un huis clos tendu où tout se joue à travers le dialogue entre les deux héros. On reconnaît ici le style de Cyril Gely, l'homme de théâtre, à qui l'on doit notamment les pièces «Signé Dumas» et «Diplomatie».

«Sans elle, Otto Hahn ne serait pas acclamé. Peut-être qu'un jour, se dit-elle, l'histoire lui redonnera sa place. Oui, peut-être sait-on jamais...». Près de 70 ans après le Nobel d'Otto Hahn, Cyril Gely remet son prix à Lise Meitner, sans qui la fission nucléaire n'aurait sans doute pas été découverte. Son roman, la réhabilitation passionnante d'une grande physicienne, évoque évidemment en filigrane toutes ces grandes scientifiques restées dans l'ombre. **M. B.**

Opéra royal de Mascate

Oman, un opéra ouvert sur le monde

Il était une fois un monarque mélomane qui prétendait faire le bonheur de son peuple. Ainsi pourrait commencer l'histoire de l'Opéra royal de Mascate (Royal Opera House of Muscat, Rohm). Marbre blanc d'Italie, teck de Birmanie brun ou blond, cristal Swarovski encagé dans de grandes lanternes cuivrées venues de Turquie, rien n'est trop beau pour cet opéra des «Mille et Une Nuits» que le sultan Qabous Ben Saïd envisage de construire dès 2001.

Sur près de 8 hectares, dont 6 dévolus aux jardins, bassins d'eau, pelouses, cours et colonnades, un palais d'opéra de 25 000 mètres carrés sur huit étages (dont trois en sous-sol), mariant l'architecture traditionnelle des palais omanais aux technologies de pointe

d'Occident. Sans oublier une galerie marchande, sept restaurants, dont trois gastronomiques. Mais aussi une bibliothèque musicale, un vaste espace d'exposition, et un nouvel auditorium de 540 places, le Royal Opera House of Musical Arts (Rohma), qui permettra de programmer dès la saison prochaine opéra baroque, musique de chambre et musique classique arabe. La baisse du prix du baril de pétrole n'a visiblement pas freiné les ambitions d'un sultan féru de culture occidentale et de musique classique depuis ses études en Angleterre, luthiste et organiste à ses heures.

L'Opéra de Mascate, grande œuvre du sultan mélomane

Le Golfe, au-delà du pétrole. A l'initiative du sultan Qabous, musicien accompli, Oman a été

le premier des émirats à se doter d'un Opéra. Une démarche qui a fait des émulés dans les pays voisins.

C'est la fierté du sultan Qabous : Oman a été, en 2011, le premier Etat du Golfe à se doter d'un Opéra. L'honneur devait revenir à Dubaï, mais le projet, confié à l'architecte irakienne Zaha Hadid, a sombré avec la crise immobilière de 2008.

Le complexe de 1 100 places érigé à Mascate s'inspire de la forme des châteaux omanais. Son inauguration a donné lieu à la représentation de Turandot de Puccini, mis en scène par Franco Zeffirelli. Des têtes d'affiche comme le ténor Plácido Domingo, la cantatrice américaine Renée Fleming, le violoncelliste Yo-Yo Ma et la diva libanaise

Majida El-Roumi se sont produits sur ses planches. Le programme de la rentrée inclut des opéras de Rossini et Bellini, un concert de Gilberto Gil et une représentation du Lac des cygnes.

Cette programmation à la fois pointue et prestigieuse doit beaucoup au sultan. Eduqué en Angleterre, Qabous nourrit une passion pour la musique classique, dont il se plaît à discuter avec ses visiteurs occidentaux. Il a personnellement supervisé la création, dans les années 1980, d'un orchestre symphonique, composé d'aspirants musiciens qui se sont peu à peu professionnalisés. On dit que Qabous, qui joue de l'orgue et du luth, aurait dirigé dans un cercle privé ces jeunes instrumentistes lors d'une de leurs premières performances, dans les années 1990.

Un argument avantageux

La belle histoire du sultan mélomane, si différenciant des nouveaux riches dubaïotes et des rudes cheikhs saoudiens, est volontiers mise en avant par les autorités locales. Elle est devenue un élément clé de l'argumentaire visant à présenter Oman comme un Etat à part dans le Golfe, éclairé et apaisé. Ce narratif avantageux masque les aspects moins reluisants du sultanat, monarchie absolue où la dissidence est systématiquement étouffée. L'Opéra de Mascate a fait des émules. Celui du Qatar fonctionne comme une vitrine de l'émirat. Il abrite l'orchestre philharmonique de Doha, composé de musiciens étrangers débouchés à grands frais. Celui de Dubaï, un édifice de 2 000 places en forme de boutre, ce bateau traditionnel du Golfe, a été inauguré l'été 2016 par l'inévitable Plácido Domingo. Avec sa programmation grand public, élargie aux musiques de Broadway et aux stars de la world music, il se positionne comme une attraction touristique. «Des Français ont été approchés pour en prendre la direction, mais ils ont décliné car ils n'étaient pas prêts à faire autre chose que du lyrisme», confie un diplomate étranger. **M.A.R.**

Arabofolies à l'Institut du monde arabe

De l'électro palestinienne en ouverture de la première édition

Arabofolies est le tout nouveau festival organisé à l'Institut du monde arabe à Paris. Concerts, performances, ou encore rencontres littéraires étaient proposés jusqu'au 10 mars 2019. Reprise des festivités ensuite au début de l'été puis à l'automne, puisque l'événement se déroulera trois fois par an. En

attendant, la première édition se poursuit sur le thème du droit des femmes et des résistances.

Pour la soirée inaugurale, le si paisible Institut du monde arabe a vibré sur des rythmes électro. Une carte blanche a été donnée à «Electrosteen», un collectif qui réunit la nouvelle génération de producteurs, musiciens et DJs

palestiniens.

Electrosteen : une autre vision de la Palestine

En mélangeant de l'électro et des musiques traditionnelles, ce collectif présente une vision libre et joyeuse de la Palestine, loin de

l'image de la guerre. Parmi les artistes, Sama Abdulhadi une jeune DJ, figure de la scène techno en Cisjordanie :

«J'ai découvert l'électro en dehors de la Palestine. J'ai ramené cette musique chez moi. Avant, les autres ne savaient pas ce que c'était que la techno.»

Marion Gadea



Coupe d'Algérie féminine U17 L'ASEA Centre et le CFA animeront la finale

L'ASEA ALGER-CENTRE et le CFA Akbou se sont qualifiées pour la finale de la Coupe d'Algérie de football féminine de la catégorie U17, à l'issue des demi-finales disputées vendredi. L'équipe de l'ASEA Alger-Centre s'est imposée face au FC Bel Abbès sur le score de trois buts à zéro (3-0) à Réghaia, alors que le CFA Akbou a éliminé l'Affak de

Relizane sur le score de deux buts à zéro (2-0), lors de la seconde demi-finale, disputée à Relizane. Les demi-finales de la catégorie de moins de 20 ans entre l'ASEA Alger-Centre-CF Akbou et le SMB Touggourt-FC Constantine auront lieu samedi à partir de 11h00, aux stades de Réghaia et Touggourt.

Ligue I Mobilis

La JSK relancée dans la course au titre

■ La défaite concédée par le Paradou AC face au CABBA et avant cela celle de l'USM Alger face au CRB a complètement relancé la JS Kabylie dans la course au titre de champion de Ligue I Mobilis, puisque tout reste possible à cinq journées de la fin de cet exercice.



Les Canaris décidés à remporter un titre

Par Mahfoud M.

Les Kabyles qui craignaient perdre tout espoir de concurrencer les gars de Soustara et ceux du PAC restent donc optimistes quant à la possibilité de remporter un titre qui reste un des vœux pieux des inconditionnels de la JSK. Les données ont donc changé avec les deux défaites des deux concurrents de la formation de la ville des Genêts. Le président de la JSK, Chérif Mellal, a été catégorique en indiquant que les ambitions du club restent intactes et il faudra continuer sur la même lancée pour tenter de réussir à décrocher un titre cette saison, même si ce sera difficile. «Il nous faudra maintenant nous soucier des matchs qu'on disputera et qu'il faudra remporter coûte que coûte», dira Mellal qui ajoute qu'il ne faudra pas s'intéresser aux scores des autres matchs. Le boss des Canaris indiquera que le club n'avait pas dans un premier temps profité des échecs des autres formations concurrentes mais cela doit changer maintenant et l'équipe se doit d'être très concentrée sur le reste du parcours qui sera parsemé d'embûches, surtout que de nombreuses équipes souhaitent

jouer les premiers rôles cette saison. Par ailleurs, la formation kabyle devrait prendre part à un stage à Tizirt pour préparer la suite du parcours qui attend l'équipe qui ne veut rien lâcher cette saison. Le coach français a élaboré son programme avec du travail physique dans la forêt de Tizirt, ainsi qu'à la plage de cette ville côtière. Le staff technique compte aussi programmer un premier match amical vendredi prochain face à la réserve de l'équipe, alors qu'un deuxième

match amical sera aussi programmé dans les prochains jours. Pour ce qui est du groupe kabyle, on croit savoir que le jeune Tizi Nbouali est complètement rétabli de la blessure dont il souffrait et devrait donc être prêt pour reprendre. Il sera, d'ailleurs, présent lors de ce stage de Tizirt. De son côté, le défenseur Sofiane Oukaci sera aussi présent au cours de ce même stage après avoir repris avec le groupe.

M. M.

Athlétisme/Championnats arabes 2019 - 20 km marche L'EN décroche trois médailles

LA SÉLECTION (messieurs / dames) de marche a offert à l'Algérie ses trois premières médailles aux Championnats arabes 2019 d'athlétisme actuellement en cours en Egypte, dont une en or, glanée par Souad Azzi sur le 20 km. Les deux autres médailles, une argent et une bronze, ont été respectivement remportées par Mohamed Ameur et Bariza Ghezliani dans cette même épreuve du 20 km - marche. La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) a engagé un total de 23 athlètes dans Championnats arabes qui se déroulent du 5 au 8 avril dans la capitale Le Caire, dont dix ont effectué leur entrée en lice ce vendredi. En effet, outre Ameur, Azzi et Ghezliani, sept autres athlètes feront leur entrée en lice ce vendredi, à savoir : Mohamed-Amine Fodil dans l'épreuve du saut en hauteur, Mahmoud Hammoudi sur 100m, Amine Bouanani et Lyès Mokdel sur 110m/haies, ainsi que Slimane Moula et Fethi Benchaâ sur 400m. Le septième athlète concerné par les épreuves de ce

vendredi est le marcheur Aymen Sabri, qui contrairement à ses compatriotes Ameur, Azzi et Ghezliani, n'a pas réussi à accrocher le podium. Les treize autres représentants algériens dans ces Championnats arabes sont : Oussama Cherrad (800m), Abdelmalek Lahoulou, Saber Boukemmouche (400m/haies et 4x400m), Mohamed-Tahar Yasser Triki (saut en longueur et triple-saut), Hicham Cherrabi (perche) et Miloud Laredj (4x400m) chez les messieurs, ainsi que Saloua Athina Bouakira (1500m), Loubna Benhadja (400m haies), Youssa Arar et Khadidja Ameur (saut en hauteur), Zouina Bouzebra et Zahra Tatar (marteau), ainsi que Nabila Bounab (disque). Lors de la précédente édition disputée en 2017 en Tunisie, l'Algérie avait terminé à la troisième place avec 18 médailles (9 or, 5 argent, 4 bronze). La première place avait été remportée par le Maroc (12 or, 11 argent, 9 bronze) devant la Tunisie (9 or, 13 argent, 12 bronze).

Athlétisme /Jeunes talents sportifs (3^e journée) Un record national U18 du marteau pour Ikram Tadjine

LA LANCEUSE de marteau Ikram Fatma-Zohra Tadjine a établi un nouveau record national chez les moins de 18 ans, avec un lancer mesuré à 55,96 m, lors de la troisième journée des jeunes talents sportifs, disputée jeudi au stade d'athlétisme de Bateau-Cassé (Bordj El Kiffan, Alger). La sociétaire de l'AC Ouled Fayet, sous la conduite de son entraîneur

Hakim Yahiaoui, avait réussi un jet de 53,66, lors d'une précédente compétition, disputée il y a deux semaines à Alger. Tadjine compte parmi les 31 jeunes internationaux algériens qualifiés pour les Championnats d'Afrique des moins de 18 ans et des moins de 20 ans, prévus du 16 au 20 avril courant à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Voile Réception à l'honneur des meilleures véliplanchistes

LES MEILLEURS véliplanchistes algériens pendant la saison 2018 seront honorés lors d'une cérémonie prévue spécialement à cet effet, le mardi 9 avril au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA), a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne de voile (FAV). «La cérémonie débutera à 10h00 et à travers elle, nous espérons promouvoir un peu plus notre discipline», a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué. «L'occasion sera saisie pendant cette cérémonie pour lancer le compte à rebours des prochains Championnats d'Afrique de voile, prévus au mois d'octobre à Alger et qui seront qualificatifs aux

prochains Jeux Olympiques d'été, prévus en 2020 à Tokyo», a encore annoncé la FAV. Les différents événements internationaux auxquels prendront part nos sélections nationales prochainement seront également présentés lors de cette cérémonie devant honorer par la même occasion les lauréats du prix du «Meilleur journaliste sur la voile».

Coupe d'Algérie dames de handball (1/2 finale) Le GSP et le HBCBE se disputent le sacre

Le GS Pétroliers et le HBC El-Biar se sont qualifiés pour la finale de la Coupe d'Algérie de handball dames en battant respectivement le CHB Bachdjarah (30-20) et le HC Mila (24-15) lors des demi-finales disputées vendredi. Pétroliers et El-

Equipe nationale de football Tahrat a repris avec le RC Lens

Le défenseur international algérien du RC Lens (Ligue 2 française de football) Mehdi Tahrat, rétabli d'une rupture du ligament latéral interne du genou droit, a retrouvé ce vendredi l'entraînement collectif avec son club du RC Lens, a annoncé ce vendredi le pensionnaire de Ligue 2 française de football sur son compte twitter. Tahrat (28

ans), blessé en janvier à l'entraînement, devrait être retenu pour le match en déplacement face à Châteauroux lundi, en clôture de la 31^e journée du championnat. Le défenseur central a été contraint à déclarer forfait pour les deux derniers matchs de l'équipe nationale disputés face à la Gambie (1-1), le vendredi 22 mars à Blida en clôture des qua-

lifications de la CAN-2019, et en amical face à la Tunisie (1-0), le mardi 26 mars à Blida. Devenu l'une des pièces maîtresses de l'équipe nationale depuis l'arrivée à la barre technique de Djamel Belmadi en août 2018, Tahrat pourra désormais retrouver sa place chez les Verts, en vue de la CAN-2019 en Egypte (21 juin-19 juillet).

USM Alger

Hamia suspendu quatre matchs

L'attaquant de l'USM Alger Mohamed-Amine Hamia a été suspendu de quatre matchs de suspension ferme pour comportement anti-sportif envers officiels lors du derby face au CR

Boulizdad, perdu mercredi à domicile par son équipe (2-3), lors de la 25^e journée de Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé vendredi la Ligue de football professionnel (LFP). L'ancien fer de

lance de l'Olympique de Médéa est également sanctionné d'une amende de 40 000 DA, indique encore la Commission de discipline de la LFP, en précisant s'être basée sur «l'article 58» pour prendre cette décision. Les trois autres joueurs de l'USM Alger sanctionnés au cours de ce derby, à savoir : le défenseur Rabie Meftah, le milieu de terrain Raouf Benghit et l'attaquant Walid Ardji s'en sont sortis avec de simples avertissements.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Makouda (Tizi Ouzou)

Le projet de remplacement du vieux collège de Tala Bouzrou lancé

LE COLLÈGE Benziadi de Tala Bouzrou dans la commune de Makouda (20 km au nord de Tizi Ouzou), en préfabriqué datant de plus de 20 ans, sera bientôt remplacé à la faveur de la décision du ministère de l'Education nationale qui a levé le gel qui frappe ce projet depuis plusieurs années.

La direction locale des équipements publics vient de lancer une consultation pour l'étude et suivi pour la réalisation et équipement d'un collège de type base 5 avec 200 repas en remplacement dudit collège. Les comités des villages de Tala Bouzrou n'avaient pas cessé de

réclamer la démolition de cet établissement et son remplacement et mettre fin à des conditions plus que déplorables dans lesquelles les élèves de cette localité forte par ses plus de 12 000 habitants suivent leur enseignement. Il fallu la récente visite du wali de ce même collège à l'invitation du maire et des représentants des villageois pour qu'enfin l'on décide de saisir le ministère de tutelle. L'ouverture des plis pour le lot étude géotechnique de l'assiette devant abriter le collège de remplacement mitoyenne à l'ancien site est prévue ce mardi.

Hamid M.

Béjaïa

15 blessés enregistrés dans un accident de la route

UN GRAVE accident de la route a eu lieu hier matin sur la RN 75 près de la commune Tala Hamza, à quelques kilomètres de la ville de Béjaïa. Il s'agit d'une collision entre un camion semi-remorque et un bus de marque Toyota Coaster, transportant l'équipe féminine de volley-ball de la commune d'Amizour.

L'accident est survenu à 8h10 et a occasionné 15 blessés au total, à savoir, 13 filles et 02 hommes (le chauffeur du bus et l'accompagnateur de l'équipe).

«Tous les blessés ont été évacués vers le CHU de Béjaïa», a-t-on appris de la cellule de communication de la direction de la Protection civile. Notons que la Protection civile

a souligné dans un bilan qui nous a été transmis ces derniers jours que les accidents de la route sont en hausse durant ce premier trimestre.

C'est ainsi que 395 accidents de la circulation routière ont été dénombrés durant le premier trimestre de l'année en cours. Ces accidents ont fait 439 blessés et 11 morts.

Il est fait état dans le même communiqué que le nombre d'accidents de la route dépasse de loin celui enregistré durant la même période de l'année 2017 où l'on a dénombré 332 accidents le premier trimestre de l'année dernière, des accidents qui avaient fait 359 blessés et 08 décès.

H. Cherfa

Boumerdès

Neutralisation d'un réseau de trafic de munitions

UN RÉSEAU national spécialisé dans l'importation et le trafic de munitions dans plusieurs wilayas du pays a été neutralisé par la brigade de recherches et d'intervention (BRI) de la sûreté de wilaya de Boumerdès, avec la saisie de 8 325 cartouches, a-t-on appris samedi de source sécuritaire. «La mise hors d'état de nuire de ce réseau, constitué de six éléments, a été possible grâce à des informations parvenues à la BRI, portant sur un individu (30 ans) en possession d'une quantité considérable de munitions, qu'il s'appropriait à écarter», a indiqué à l'APS le commissaire de police, Krime Touati, chargé de la communication auprès de la sûreté de wilaya. Le suspect a été identifié et arrêté à Ouled Moussa

(ouest de Boumerdès), alors qu'il était à bord d'un camion transportant 8 325 cartouches d'armes, dissimulées sous un chargement de bouteilles d'eau minérale, a-t-il précisé. Les investigations menées, suite à cette arrestation, ont abouti à la saisie d'une autre quantité de munitions au domicile du suspect, outre l'arrestation de cinq autres personnes suspectées d'être impliquées dans cette affaire, après élargissement des investigations aux wilayas de M'sila et Tébessa, a-t-on souligné. Les six prévenus ont été placés en détention préventive, sous les chefs d'inculpation de «possession, importation et trafic de munitions sans permis légal».

Amine H.

Le Dinar Aujourd'hui



Loumis

Djalou@hotmail.com

Sétif/Commune de Salah Bey

6 personnes d'une même famille asphyxiées au monoxyde

■ Six personnes d'une famille sont décédées vendredi soir, asphyxiées par le monoxyde de carbone dans la mechta Maâfar de la commune Salah Bey (sud de Sétif), a-t-on appris samedi, du chargé de communication de la direction locale de la Protection civile.

Par Safy T.

«L'équipe d'intervention de la Protection civile d'Ain Oulmène est intervenue pour secourir six membres d'une même famille asphyxiés au monoxyde de carbone dans la mechta Maâfar dans la commune de Salah Bey», a déclaré à l'APS, Ahmed Lamamra. Il s'agit d'un père de famille (58 ans), de son épouse et de leurs deux filles, âgées de 28 et 26 ans ainsi que

leurs deux petites-filles de 8 et 2 ans, qui ont été retrouvés morts sur les lieux, tandis que deux jeunes enfants (14 et 8 ans) ont survécu à cet incident, a détaillé le même responsable. «Tous les indices affirment que le facteur principal de ce drame est l'inhalation du monoxyde de carbone émanant de l'appareil de chauffage ou du chauffe-eau qui n'ont pas été raccordés correctement au système d'évacuation des gaz brûlés», a estimé le capitaine

Lamamra. Après l'achèvement des enquêtes de terrain, les dépouilles des victimes ont été évacuées vers l'hôpital Mohamed-Boudiaf d'Ain Oulmène, a fait savoir la même source, soulignant que les enfants ayant survécu à ce drame ont quitté l'hôpital. Pour rappel, le monoxyde de carbone a causé la mort de 18 personnes depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Sétif.

S. T./APS

Constantine

Trois cas confirmés de rougeole au CHU-Benbadis

TROIS cas confirmés de rougeole ont été enregistrés parmi des malades adultes à la fin de la semaine dernière au centre hospitalo-universitaire CHU-Benbadis, a révélé samedi à l'APS un responsable de cette structure de santé. Les personnes atteintes, âgées entre 20 et 30 ans, originaires des wilayas de Mila et de Jijel, étaient admises au Centre anti-cancer (CAC) pour une radiothérapie, a précisé le chargé de la communication et de l'information de

cet établissement de santé Azziz Kaâbouche, soulignant que les analyses effectuées ont confirmé le diagnostic des praticiens. Il a dans ajouté que ces malades ont été transférées aux soins intensifs du service d'hématologie du CHU. «Le CHU Benbadis est en situation de veille sanitaire particulièrement au service des maladies infectieuses, afin d'éviter la propagation de cette pathologie qui peut entraîner de graves complications pouvant causer le décès chez les enfants

non vaccinés et les adultes», a-t-il ajouté, notant que «seuls les cas graves nécessitent une hospitalisation». Et d'ajouter : «toutes les mesures préventives nécessaires pour pallier l'apparition de ces cas ont été prises dans le cadre du plan national de surveillance au cas par cas de la rougeole», rappelant que les enfants qui n'ont pas reçu le rappel de vaccination contre la rubéole et la rougeole, sont «les plus vulnérables, voire des vecteurs de virus».

Samia H.

Accidents de la route

5 morts et 19 blessés en 48 heures

CINQ personnes sont décédées et 19 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 heures dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi samedi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de

la wilaya de Bordj Bou Arreridj où une personne est décédée et cinq autres ont été blessées suite à une collision entre un véhicule et un camion, survenue sur la RN 05, dans la commune de Bordj Bou Arreridj, a-t-on précisé de même source.

M. L.